



**Décision n° CODEP-DCN-2022-021871 du Président de
l’Autorité de sûreté nucléaire du 28 juillet 2022 autorisant
Électricité de France à modifier de manière notable les
modalités d’exploitation
du réacteur n° 1 de la centrale nucléaire
du Tricastin (INB n° 87)**

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles R. 593-55 à R. 593-58 ;

Vu le décret n° 76-594 du 2 juillet 1976 modifié autorisant la création par Électricité de France de quatre tranches de la centrale nucléaire du Tricastin dans le département de la Drôme ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2017-DC-0616 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 30 novembre 2017 relative aux modifications notables des installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2021-DC-0706 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 23 février 2021 fixant à la société Électricité de France (EDF) les prescriptions applicables aux réacteurs des centrales nucléaires du Blayais (INB n° 86 et n° 110), du Bugey (INB n° 78 et n° 89), de Chinon (INB n° 107 et n° 132), de Cruas (INB n° 111 et n° 112), de Dampierre-en-Burly (INB n° 84 et n° 85), de Gravelines (INB n° 96, n° 97 et n° 122), de Saint-Laurent-des-Eaux (INB n° 100) et du Tricastin (INB n° 87 et n° 88) au vu des conclusions de la phase générique de leur quatrième réexamen périodique ;

Vu la demande d'autorisation de modification notable transmise par courrier d'EDF référencé D455622026932 du 11 avril 2022 ;

Vu l'enquête publique tenue du 13 janvier 2022 au 14 février 2022 ;

Considérant que, par courrier du 11 avril 2022 susvisé, EDF a déposé une demande d'autorisation de modification portant des modalités d'exploitation du réacteur n° 1 de la centrale nucléaire du Tricastin ; que cette modification constitue une modification notable des modalités d'exploitation de cette installation relevant du régime d'autorisation de l'Autorité de sûreté nucléaire régi par l'article R. 593-55 du code de l'environnement,

Décide :

Article 1^{er}

Electricité de France, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à modifier les modalités d'exploitation de l'installation nucléaire de base n° 87 (réacteur n°1 uniquement) dans les conditions prévues par sa demande du 11 avril 2022 susvisée.

Article 2

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 3

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 28 juillet 2022.

Pour le Président de l'ASN et par délégation,
Le directeur adjoint de la
direction des centrales nucléaires

Philippe DUPUY